



Taux actuels de démaciation : 6.6% retard de croissance : 29.4% Proportion souffrant d'insuffisance pondérale : 18.5%

Source: Gouvernement du Myanmar (DHS, 2016)

Bons résultats

- La stratégie/politique nationale en matière de nutrition fixe des objectifs de nutrition assortis de délais et un mécanisme multipartite et multisectoriel de coordination des politiques a été mis en place.
- Myanmar : les décideurs disposent d'enquêtes régulières sur la nutrition statistiquement représentatives au niveau national. La dernière enquête a été publiée en 2017-2018.
- Myanmar : l'État promeut les pratiques d'alimentation complémentaire.
- Myanmar : dans ce pays, le niveau de protection constitutionnelle du droit à la sécurité sociale est bon.

Points à améliorer

- Les services de vulgarisation agricole sont l'apanage de l'État et les agriculteurs pauvres n'ont pas leur mot à dire dans la définition de priorités pour les politiques. Le système de recherche et de vulgarisation agricoles n'atteint pas les agriculteurs pauvres de façon satisfaisante. Il n'existe pas de politique en faveur de l'égalité des sexes dans l'accès aux services de vulgarisation agricole.
- Myanmar : dans ce pays, la loi n'accorde pas aux femmes les mêmes droits économiques qu'aux hommes. Hommes et femmes jouissent des mêmes droits d'accès à la propriété des terres agricoles, mais la loi n'est pas effectivement appliquée et les pratiques discriminatoires à l'encontre des femmes persistent, accentuant leur vulnérabilité à la faim et à la malnutrition.
- Le faible accès à des installations sanitaires améliorées (64.3% en 2017) entrave l'obtention de meilleurs résultats en matière de lutte contre la faim et la malnutrition.
- Myanmar : dans ce pays, le niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation est médiocre.
- Myanmar : les dispositifs de protection sociale sont élémentaires et ne couvrent que peu de risques pour un nombre limité de bénéficiaires.

Indice d'engagement pour la réduction de la faim (HRCI)

Dépenses publiques	Résultat*	Année	Rang HRCI sur 45
\$ Part des dépenses publiques consacrées à l'agriculture dans totales ¹	2.15%	2016	22e
\$ Part des dépenses publiques consacrées à la santé dans totales ²	3.5%	2017	37e
Politiques			
Accès à la terre (sécurité foncière) ³	Moyen	2016	25e ex aequo
Accès aux services de vulgarisation et de recherche agricoles ³	Médiocre	2013	40e
Système d'état civil: taux d'enregistrement des naissances vivantes	81.3%	2015-2016	12e
Fonctionnement des systèmes de protection sociale ³	Médiocre	2018	26e ex aequo
Lois			
Niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation ³	Médiocre	2017	30e ex aequo
Égalité d'accès hommes-femmes aux terres agricoles (droits de propriété) ⁴	Dans la loi, pas dans la pratique	2019	28e ex aequo
Égalité hommes-femmes des droits économiques ⁴	Pas dans la loi	2019	16e ex aequo
La Constitution reconnaît le droit à la protection sociale (oui/non)	Oui	2014	1er ex aequo

¹ Pas de benchmark² Pas de benchmark³ Résultats possibles: ● Très médiocre/Médiocre ● Moyen ● Bon/Très bon⁴ Résultats possibles: ● Pas dans la loi ● Dans la loi, pas dans la pratique ● Dans la loi et dans la pratique

Indice d'engagement contre la malnutrition (NCI)

Dépenses publiques	Résultat*	Année	Rang NCI sur 45
\$ Budget distinct pour la nutrition (Non/Sectoriel uniquement/Oui)	Sectoriel uniquement	2019	24e ex aequo
Politiques			
Taux d'enfants supplémentés en vitamine A	83%	2018	15e
L'État promeut une alimentation complémentaire (oui/non)	Oui	2014	1er ex aequo
Population ayant accès à une source d'eau améliorée	81.8%	2017	20e
Population ayant accès à un assainissement amélioré	64.3%	2017	10e
Visites médicales pour les femmes enceintes	80.7%	2015-2016	36e
Importance de la nutrition dans la politique nationale de développement ¹	Modérée	2018-2030	23e
Stratégie/politique nationale en matière de nutrition (oui/non)	Oui	2019	1er ex aequo
Coordination multipartite et multisectorielle des politiques (oui/non)	Oui	2019	1er ex aequo
Objectifs de nutrition assortis de délais (oui/non)	Oui	2019	1er ex aequo
Enquête nationale sur la nutrition ces 3 dernières années (oui/non)	Oui	2017-2018	1er ex aequo
Lois			
Consécration du CICS [^] dans le droit interne ²	Largement consacre dans le droit	2019	19e ex aequo

¹ Résultats possibles: ● Faible ● Modérée ● Grande (remarque : par rapport aux autres pays)² Résultats possibles: ● Non consacré dans le droit ● Faiblement/Largement consacre dans le droit ● Pleinement consacré[^] Code international de commercialisation des substituts du lait maternel